

## Décodage Liechtenstein

## Un voisin décomplexé

Rapide et sûre d'elle, la principauté défend son secret bancaire avec pragmatisme

Thierry Délèze Vaduz

Il n'est pas inutile de vouloir vous rendre à Vaduz en train depuis la Suisse, il n'y en a pas. La dernière partie du trajet pour atteindre la capitale du Liechtenstein s'effectue par la route, en bus, à travers une campagne très... helvétique. Privée de gare, la commune propose malgré tout sur son site Internet, une liste contenant quelque 210 sociétés s'y étant installées, toutes accessibles en un clic de souris. Pas mal du tout pour une «ville» de 5300 âmes...

Nain géographique, le Liechtenstein n'en affiche pas moins une croissance supérieure à la Suisse et fait preuve, discrètement, d'un étonnant réalisme lorsqu'il s'agit de défendre sa place financière. Dernier exemple en date, la modification des directives de l'Union européenne sur la protection des investisseurs, décidée l'été dernier, et très contraignante pour les gérants de hedge funds de pays non-membres de l'UE. La principauté s'est adaptée en un temps record à cette nouvelle situation, ajustant sa législation en quelques mois, et prenant deux ans d'avance sur Berne.

La lenteur du processus décisionnel helvétique pourrait coûter cher. L'hebdomadaire économique allemand *Handelsblatt*, s'appuyant sur une étude confidentielle du cabinet PricewaterhouseCoopers (PwC), chiffrait il y a quelques jours à 870 milliards de francs le manque à gagner si les gérants de fonds installés en Suisse décidaient de pratiquer depuis le Liechtenstein. Directeur de la FMA (Finanzmarktaufsicht Liechtenstein), l'équivalent de la FINMA en Suisse, Mario Gasser se félicite de la nouvelle législation: «L'objectif est d'avoir une loi attractive qui permette d'attirer les gestionnaires de hedge funds chez nous. Il y a là un gros potentiel pour le Liechtenstein.»

## Membre de l'EEE, un avantage

Aujourd'hui, alors que la Suisse affronte les pires difficultés pour sauver son secret bancaire et rendre sa fiscalité conforme aux nouvelles exigences internationales, le Liechtenstein enchaîne les accords fiscaux avec une facilité déconcertante. Un accord d'échange d'informations avec la Suède vient ainsi d'entrer en vigueur. Un autre existe déjà avec l'Allemagne. Modeste, la principauté se garde pourtant bien de jouer les donneuses de leçons. En revanche, elle apparaît comme décomplexée et réaliste. A l'image du prince Alois von Liechtenstein, qui n'hésite pas à déclarer dans la presse que «tant qu'il y aura des pays à la fiscalité aussi lourde, le sien sera vu comme une oasis...»

A Vaduz, personne ne se hasarde vraiment à dire ce que l'on fait de mieux qu'en Suisse pour défendre la place financière. Tout au plus admet-on faire les choses différemment, et plus rapidement que chez le «grand voisin». Cependant, tout le monde s'accorde à voir, sur un point en tout cas, un gros avantage face à Berne: l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE), acceptée en avril 1995. «Par rapport à la Suisse, nous évoluons dans un environnement comparable mais avec une différence de taille, nous sommes membre de l'EEE, ce qui nous donne un accès direct au marché européen», souligne ainsi Mario Gasser.

## Traumatisme salutaire

Il y a quatre ans, un événement a radicalement transformé les consciences dans la principauté et déclenché l'actuelle transformation vers la conformité fiscale. Le 14 février 2008, aux petites heures du matin, le chef de La Poste allemande, Klaus Zumwinkel, est arrêté pour avoir fraudé le fisc de son pays via une fondation liechtensteinoise.



## «Oasis» fiscale

Le prince et la princesse Alois et Sophie von Liechtenstein en famille devant le château de Vaduz. La reconversion du Liechtenstein en place financière propre et conforme aux exigences internationales lui vaut de nombreuses louanges. KEYSTONE

«Le secret bancaire est fondamental pour nous. Nous continuerons de le défendre. Mais il ne doit en aucun cas conduire à des délits financiers ou de la fraude fiscale»

Katja Gey Directrice du Bureau des affaires internationales et financières du Liechtenstein

L'arrestation de Zumwinkel provoque un véritable séisme à Vaduz. La principauté est montrée du doigt, ses habitants choqués. Les critiques allemandes fusent. Pris dans la tempête, le Liechtenstein décide d'agir et de se refaire une image. Parmi les principaux artisans de la reconversion, une femme, Katja Gey, actuelle directrice du Bureau des affaires internationales et financières de la principauté. «Notre stratégie ne s'est pas développée en une nuit mais les événements de 2008 ont accéléré les choses. Dans un petit pays comme le Liechtenstein, le processus décisionnel est très rapide et les principaux acteurs, conscients de la nécessité de prendre les devants et d'anticiper les changements pour être conformes aux standards internationaux.»

## Un accord novateur

En mars 2009, le pays adhère ainsi aux normes de l'OCDE en matière d'entraide fiscale et de transparence avec la

Déclaration du Liechtenstein. Et surtout, il signe un accord précurseur avec le Royaume-Uni. Les citoyens britanniques détenant des comptes dans la principauté ont jusqu'en 2016 pour les déclarer, en échange d'une imposition avantageuse. Celui qui ne coopère pas devra retirer ses avoirs. La règle s'applique aussi à ceux qui veulent déposer leur argent à Vaduz. Le texte règle en outre la question du passé, en imposant le titulaire depuis 1999.

Plus de 2000 citoyens britanniques se sont déjà annoncés. Le succès dépasse les attentes du fisc anglais. Il satisfait également Vaduz, qui enregistre l'arrivée de nouveaux clients britanniques. «Cet accord a eu un effet psychologique très important. Il nous a mis en confiance et nous a montré que nous pouvions négocier et obtenir des résultats applicables et avantageux pour toutes les parties», explique Katja Gey.

## Le prix de la métamorphose

La reconversion du Liechtenstein en

place financière propre et conforme aux exigences internationales lui vaut de nombreuses louanges. Mais la métamorphose a aussi un prix. En quatre ans, le nombre de sociétés établies sur la place, toutes catégories confondues, a fondu de 20 000. La masse des actifs sous gestion dans les banques de la principauté est passée de 171 milliards de francs en 2006 à 121 quatre ans et une crise financière plus tard.

Directeur de la Liechtensteiner Bankenverband, l'association regroupant les dix-sept banques du pays, Simon Tribelhorn ne voit pas d'alternative au chemin choisi: «Le futur est indiscutablement à l'argent déclaré. Les banques ou les clients qui décident d'aller contre ce mouvement vont au-devant de difficultés.»

A ses yeux, le maintien de la stabilité financière et l'aboutissement rapide de solutions sont prioritaires. «Nous devons trouver des solutions sur le long terme qui soient acceptables pour les clients, surtout s'ils sont chez nous depuis longtemps. On ne peut pas avoir pratiqué pendant des décennies un modèle basé sur la confiance et ensuite leur dire: débrouillez-vous!» Comme Berne, Vaduz espère maintenant conclure le plus d'accords fiscaux possible dans les cinq ans, avec ses principaux partenaires, comme l'Allemagne et l'Autriche. «Sans favoriser une solution au profit d'une autre, mais toujours de manière flexible et pragmatique», souligne Katja Gey.

Parallèlement, les banques de la place font face au défi de la vague régulatrice, issue de la crise mondiale de 2008. Une consolidation du paysage est probable.

A la FMA, Mario Gasser reste cependant serein: «La situation au Liechtenstein est bonne et les établissements sont bien capitalisés. Ils ont ici un modèle plutôt conservateur. Il n'y a pas de culture de l'investment banking. C'est une chance, car sinon, nous serions beaucoup plus exposés.»

## Un niveau de vie parmi les plus élevés

● Minuscule (160 km<sup>2</sup>), le Liechtenstein n'en est pas moins devenu, après la Seconde Guerre mondiale, un pays riche. Très riche. Son produit intérieur brut par habitant compte parmi les plus élevés de la planète voire le plus haut en fonction des statistiques et du mode de calcul considérés. Liée à la Suisse par une union douanière et postale, la principauté utilise le franc depuis 1924. Plusieurs éléments expliquent sa prospérité. La fortune personnelle de la famille princière tout d'abord. Une fiscalité très attractive, accompagnée d'une législation financière et de conditions-cadres très libérales ensuite. Le Liechtenstein compte ainsi sur son exigu territoire dix-sept banques, près de 400 fiduciaires, plus de 30 compagnies d'assurances et quelque

600 fonds de placement. Les chiffres globaux donnent le tournis: le nombre total de sociétés, toutes catégories juridiques confondues, y compris les fondations, se monte à 58 000, alors que la principauté ne compte que... 36 000 habitants. On l'aura compris, bon nombre d'entre elles sont des sociétés boîtes aux lettres.

La place financière représente un gros tiers des recettes et de l'aisance nationale (33% du PIB). Elle emploie environ 5000 des 32 000 actifs de la principauté. Si les banques jouent un rôle majeur au Liechtenstein, la finance ne constitue pourtant pas le secteur le plus important du pays. L'industrie lui vole la vedette, en contribuant à près de 40% du PIB. L'imposition des entreprises, déjà très avantageuse et

encore assouplie récemment, joue ici un rôle majeur: pas d'impôt sur le capital, un taux unique de 12,5% sur le bénéfice quel que soit son montant.

Les deux entreprises liechtensteinoises les plus connues du grand public proviennent de la même famille pionnière, les Hilti. Présent dans 120 pays, le groupe Hilti (perceuses, technique du bâtiment), fondé par Eugen et Martin Hilti, opère de son siège mondial de Schaan, dans la principauté. Leur frère Toni, boucher de formation, fonda, lui, à 21 ans, en 1935, la fabrique de conserves Scana, qui deviendra en 1957 le géant de l'alimentaire Hilcona (contraction de HILtiCOvenienceNahrungsmittel). Basé lui aussi à Schaan, le groupe y emploie 800 personnes. T.D.